

## Dépasser le facile écosocialisme idéologique cachant un réformisme plat **Du legs de l'État providence à la décroissanciste société du soin et lien**

Le « parti de la rue », aile gauche de Québec solidaire, compte près de 300 membres à son Facebook sur plus de 20 000 membres du parti. Seulement une quinzaine de ses membres ont participé à sa dernière assemblée générale à la mi-juin où son manifeste a été approuvé. Il avait été élaboré par une poignée de membres sans discussion large, par exemple par l'intermédiaire de son Facebook, et malgré une proposition en ce sens. Le « parti de la rue » y va d'un manifeste alors que le congrès Solidaire de l'automne prochain attend plutôt un programme dont le brouillon circule déjà. Un manifeste a l'avantage de pouvoir utiliser un vocabulaire grandiloquent sans en expliciter ni les racines ni les concrètes conséquences programmatiques. Il ne suffit pas d'invoquer l'anticapitalisme, l'écosocialisme, l'écoféminisme, la décroissance, la socialisation, la liberté de circulation tout en se contentant d'affirmer qu'il faut « *proposer des orientations précises dans les débats au sein de Québec solidaire* ».

C'est là une démission dès le départ. Ce manifeste veut « *faire avancer les valeurs et les idées progressistes* » mais non, malgré son appropriation d'un vocabulaire radical, une politique anticapitaliste bien qu'il s'en réclame tout comme de l'écosocialisme. Il ne prend pas à bras le corps la clef de voute de la pluricrise du XXI<sup>e</sup> siècle centrée sur la crise écologique dont le noyau dur est celle climatique bardée de celles de la biodiversité et des multiples pollutions de l'eau, de l'air et du sol. Pour nombre de scientifiques, [six des neuf limites planétaires](#) pour ne pas rompre le grand équilibre de l'Holocène ont été franchies soit le changement climatique, l'intégrité de la biosphère (la sixième grande extinction), le changement d'usage des sols (la destruction des habitats naturels), l'utilisation de l'eau douce, la perturbation des cycles biochimiques de l'azote et du phosphore, les nouvelles entités introduites dans l'environnement (dont les plastiques), l'acidification des océans et la charge en aérosols atmosphériques.

Le manifeste n'articule pas cette crise écologique avec les aspects socio-économiques de la pluricrise que sont non seulement la Grande récession déclenchée en 2008 et ravivée par la pandémie mais aussi la crise de la démocratie parlementaire reposant sur les droits, des rapports de sexe et de genre, des rapports internationaux reposant sur le soi-disant droit international et la souvent

oubliée crise démographique. Pourtant s'accroît la polarisation sociale clashant l'oligarchie ploutocratique tendant à s'allier avec la lie néofasciste contre le peuple-travailleur dépourvu de l'élan d'un projet de société. Il en découle une apparente impossible réconciliation entre fin du monde et fin du mois tout comme une paralysante impuissance face aux guerres génocidaires soulignant la faillite de la démocratie parlementaire prétendant reposée sur la défenses des droits démocratiques.

### **L'enjeu clef : le rejet de la réalité du Capitalocène par la fuite en avant néofasciste**

L'enjeu en est pourtant la survie d'une humanité sans barbarie dont la prétendue civilisation l'a plongé dans l'ère Capitalocène. À toute vitesse, l'humanité est en voie de se consumer dans la chaleur et le feu de la terre-étuve au sein du vide biologique de la sixième grande extinction des espèces. Les émanations de gaz à effet de serre (GES) mondiales non seulement continuent-elles de croître, alors qu'elles devraient minimalement plafonner avant de décroître à un rythme d'enfer pour limiter à 1.5°C et même à 2°C la hausse de température globale d'ici 2100, mais [elles continuent de croître à un taux croissant](#) ! Chemin faisant, cette humanité sous emprise capitaliste est étouffée par le plastique en décomposition et est empoisonnée par une soupe chimique dont une alimentation artificialisée qui la rend malade et obèse... et peut-être contribue à son impotence sociale. Sans prise en main à gauche réduite à la gesticulation gauchiste quand ce n'est pas à l'opportuniste adaptation, l'oligarchie en alliance avec la lie réactionnaire de l'humanité instrumentalise son néofascisme afin de réduire à néant les réformes des « trente glorieuses » (1945-1975) tellement est féroce la compétition des transnationales et des États géants pour la conquête du marché mondial.

Le 1% compte sur la zombification de l'humanité afin d'accaparer toutes les ressources et tous les pouvoirs en un omniscient et tout-puissant écofascisme numérique adonné à la prétendue intelligence artificielle et à la robotisation tant de l'économie que de la guerre. Pour continuer l'indispensable accumulation de capital le 1% s'en remet à une géo-ingénierie dont la logique se résume au chien qui court après sa queue. L'oligarchie multimilliardaire tente follement de se tirer seule d'affaire dans des ghettos luxueux, des îles quelconques, sur la planète Mars ou quelque galaxie. Le délire oligarchique est sans borne au point qu'avec le « America Party » de Musk il prétend rejeter même le MAGA trumpien qui ne se résout pas à complètement démanteler l'État providence tellement sa base en serait révoltée —

elle commence déjà à l'être par les coupes sociales du One Big Beautiful Bill Act — et pas seulement par le scandale Epstein. L'aboutissement risque fort d'en être une guerre mondiale catastrophique.

### **La société de soin bon marché dame le pion au coûteux capitalisme vert**

Les mots 'climat' et 'biodiversité' et leurs dérivés ne se trouvent pas dans le manifeste. Il faut le faire. On détecte le mot 'écologie' que dans diverses énumérations à une exception près soit la deuxième « orientation » sur sept : « *Se donner les moyens de financer la transition écologique, une décroissance dans l'utilisation des énergies et des ressources et une production centrée sur les besoins et le bien-vivre.* » Apparemment la lutte écologique se réduit à un problème de financement alors que justement ce n'en est pas un. C'est le capitalisme vert qui coûte les yeux de la tête avec l'orgie d'énergie renouvelable qui court après la croissance au point de ne pas se substituer aux hydrocarbures mais de s'y superposer... et d'en dépendre pour son développement.

Par kWh, l'énergie renouvelable, hydroélectricité comprise, par son caractère diffus et aléatoire requiert beaucoup plus de matériaux et d'espace que les hydrocarbures. À l'avenant, son transport collectif sous terre et dans les airs s'additionne au réseau routier dominé par l'auto solo; l'étalement urbain de suburbs et d'exburbs, auquel il ne remédie pas, dévore forêts et milieux humides; et sa nouvelle agro-industrie lourde en intrants artificiels et équipements lourds tente même de remplacer la lumière et la chaleur du soleil. En désespoir de cause le capitalisme vert recourt à la captation-séquestration du CO<sub>2</sub>, cette technologie risquée et non mature qui coûte les yeux de la tête. Viendra ensuite une géo-ingénierie encore plus ubuesque prétendant tamiser le rayonnement solaire. Le mode de financement du capitalisme vert, la taxe et le marché carbone, n'est qu'une régressive taxe de vente maquillée écologiquement que la fiscalité néolibérale substitue à l'impôt progressif sur le revenu des personnes et de entreprises.

Au contraire, la société du soin et du lien basée sur la décroissance matérielle, adossée à cet écosocialisme-écoféminisme dont se réclame le manifeste s'avère une société bon marché de sobriété solidaire. Les ménages y vivent dans de collectifs logements sociaux et écoénergétiques au sein de quartiers et villages avec services de proximité, et ils ont recours au transport actif et en commun

gratuit. La ville verte est reliée par des circuits courts à l'agriculture biologique à prédominance végétarienne. Les produits de consommation sont durables et réparables sans promotion publicitaire, cette insidieuse propagande capitaliste, et détachés de la mode commerciale. S'il faut exproprier les banques et consorts, ce que ne réclame même pas le manifeste, c'est évidemment aussi pour orienter l'épargne nationale (et mondiale) vers la fabrication d'équipements et de produits pour construire cette société du soin et du lien adossée essentiellement à des services publics avec un complément de PME encadrées et réglementées. Mais c'est surtout pour couper à la racine le capitalisme dont les institutions financières sont économiquement la colonne vertébrale stratégique, afin de les empêcher de nuire avec leurs grands projets inutiles, telle une infrastructure de gaz naturel, un réseau de pipelines ou une filière batterie, énergivores et matériel-ivores.

### **Exiger le temps de la démocratie pour préparer la rupture qui n'est pas transition**

Ce petit paragraphe parle de financer non pas une société écosocialiste ou même simplement écologique mais la « *transition écologique* ». On doit sans doute se réjouir que le manifeste abandonne l'expression piège « *transition juste* » affectionnée par la bureaucratie syndicale pour mieux faire traîner les nécessaires réformes restructurantes de tout l'appareil économique et social. La gauche écologique comprend la nécessité du recyclage des personnes en emploi affectées par ces drastiques changements. Elle comprend aussi que ces chamboulements ne se feront pas sans elles mais avec elles donc sans taxe et marché carbone provoquant un mouvement de type gilets jaunes.

Pour ce faire, elle prône une réduction du temps de travail socialement nécessaire sans baisse de mieux-être social grâce au partage du travail assurant le plein emploi écologique y compris aux personnes migrantes fuyant l'enfer de misère, de guerres et de catastrophes climatiques créé par l'impérialisme et ses complices locaux. Elle comprend aussi que ce temps réduit sera celui de la démocratie directe et participative, à construire dans la lutte sociale, en particulier dans le domaine économique aux dépens du saint des saints soi-disant droit de propriété privée et de son corollaire le droit de gestion. Cette démocratie globale limitant et contrôlant la propriété privée est vouée à dépasser celle représentative du parlementarisme abandonnant au capital la maîtrise de l'essentiel champ économique. Afin de faciliter la lutte sociale, il faut pourtant la perfectionner par exemple par le vote

proportionnel, le droit de rappel, le salaire médian des personnes élues et la limite de leurs termes.

N'empêche que 'transition' n'est pas rupture. On ne peut transiter du capitalisme, encore moins du capitalisme néolibéral néofascisant, à l'écosocialisme. Évidemment la rupture est préparée par une époque de complexes luttes sociales avec ses hauts et ses bas et est suivi par une autre époque de consolidation et d'approfondissement avec de sérieux risques de relaps tant que la révolution anticapitaliste ne se mondialise pas. C'est justement de cette période prérévolutionnaire — car il s'agit bien de tendre vers le point focal du moment révolutionnaire — qu'on aurait souhaité que le manifeste précise autrement que par une formulation passe-partout qu'elle « *ne peut se réduire à une stratégie électoraliste alternative* » mais qu'elle « *n'est pas concevable que sur la base de mobilisations sans précédent* ».

### **La stratégie de la rupture dont les femmes syndiquées sont le fer de lance**

Quels sont les rapports entre le mouvement ouvrier organisé et la masse majoritaire inorganisée, entre le mouvement ouvrier et celui citoyen dit populaire, entre le prolétariat dit de souche et celui racisé, entre les femmes et les hommes le composant, sans compter ses rapports internationaux ? Pour le dire en très raccourci, au Québec et peut-être pour les pays du vieil impérialisme en général où sont absentes les grandes concentrations ouvrières relocalisées en Asie du Pacifique et du Sud, les cols blancs organisés syndicalement dans l'actuel secteur public, à majorité femmes et fortement racisés, constituent l'épine dorsale de la lutte écosocialiste.

Le secteur public est le premier à constater les méfaits du réchauffement climatique et à en subir les conséquences au niveau de ses conditions de travail. Ce à quoi il faut ajouter conséquences de l'austérité justifiée par le prétexte du financement des grands travaux comme réponse capitaliste verte. Ces cols blancs sont aiguillonnés par le mouvement citoyen surtout écologiste, davantage jeunes femmes de la classe moyenne, et sont susceptibles d'être relayées par les cols bleus organisés du transport public. Reste à entraîner ces [nouveaux col bleus](#) du secteur des services et ceux de la construction, directement producteurs de plus-value, comme ceux de la logistique, en mal d'organisation comme Amazon, et des industries traditionnelles non délocalisées.

Somme toute, la stratégie écosocialiste dans les pays du vieil impérialisme, ou encore de l'impérialisme consolidé et non pas seulement en devenir comme pour la Chine, repose sur l'initiative des travailleuses, surtout des femmes à forte proportion racisée, responsables rémunérées ou non-rémunérées de la reproduction de la force de travail. À noter qu'au Québec comme généralement dans les Amériques au prorata de leur importance démographique et de leur niveau d'organisation et de politisation, les peuples autochtones jouent un rôle d'avant-garde écologique à peine relayé jusqu'ici par la population non-autochtone. C'est actuellement le cas pour la lutte contre la réforme du régime forestier du Québec au bénéfice de l'industrie forestière (projet de loi 97) où un regroupement militant autochtone est le seul à être pro-actif par le blocage de chemins forestiers.

Ce sont ces femmes syndiquées, au fur et à mesure de l'élimination du racisme anti-autochtone et anti-immigrant en leur sein qui entraîneront à leur suite ce noyau dur — dur à l'intériorisation de l'esprit écologique, féministe et internationaliste mais non nécessairement imperméable à la combativité corporatiste — de producteurs directs de plus-value, à prédominance hommes proportionnellement davantage « de souche ». Leur importance stratégique invite à réaliser l'importance décisive mais laborieuse et patiente de la militance anticapitaliste en leur sein. On pense à l'impact des grèves des ports, du rail, de la construction et des postes presque immédiatement réprimées par Ottawa. Il ne faut pas y sous-estimer la montée du masculinisme, réaction de la jeunesse mâle à la prise de conscience du rôle crucial des femmes dans une société axée sur les services aux personnes, ce qui jette certains dans les bras du néofascisme essentiellement tourné vers l'idéalisation réactionnaire du passé.

La montée néofasciste incite au regroupement en front antifasciste de toutes ces forces afin de préserver ces précieux droits démocratiques indispensables à l'organisation et au déploiement de la lutte sociale. Ces droits ont été fragilisés par l'inégalité, la précarité et la pauvreté générées par le capitalisme néolibéral qui finalement les bafouent jusqu'à justifier le génocide par un silence assourdissant puis des discours en l'air sans suite. Cette compréhension des racines capitalistes du néofascisme, rôle de tout parti qui prétend servir de guide au peuple-travailleur, le manifeste passe complètement à côté. C'est cette compréhension qui permet d'élargir la lutte antifasciste à celle contre le patronat et les gouvernements dont les politiques d'austérité et identitaires ont ouvert la voie à l'extrême-droite. Celle-ci s'empresse d'émasculer les cruciales crises climatique et de la biodiversité, faute

d'absence de toute réforme correctrice compatible avec le capitalisme, au cœur de la pluricrise du XXI<sup>e</sup> siècle.

### **La décroissance matérielle s'appuie et amplifie le legs de l'État-providence**

Ce même petit paragraphe envisage « *une décroissance dans l'utilisation des énergies et des ressources* ». Tout de même ! Mais pourquoi ratatiner ainsi le domaine de la décroissance ? Car l'objet de la décroissance est d'abord et avant tout l'accumulation du capital sous l'implacable pression de la concurrence entre les capitaux et au-delà entre les États. Cette accumulation se traduit inmanquablement par celle concomitante de la consommation qui devient de masse et par celle des armements alimentant la guerre permanente froide et/ou chaude menant à des génocides. L'apport du capitalisme étatsunien du XX<sup>e</sup> siècle n'a-t-il pas été la production de masse sur la base des produits standardisés et de l'abrutissant et aliénant travail à la chaîne qui s'est traduit dans le domaine de la consommation par l'American Way of Life dont l'économie de guerre permanente fut le garant anti-communiste ? Cette manière de vivre réduisant le bonheur à la consommation est adossée au bungalow et à l'auto solo rendant le peuple-travailleur organisé prisonnier de la dette bancaire et des fonds de retraite capitalisés, et ligoté par les fins de mois l'empêchant de faire grève.

Ne pas revendiquer la décroissance matérielle tout court n'est pas autre chose qu'une reculade opportuniste par peur de l'opinion publique si ce n'est par pur électoralisme. Si en creux le stalinisme et son frère jumeau la social-démocratie ont fini par éloigner les peuples-travailleurs de l'aspiration socialiste, le capitalisme à la manière yankee, par le succès des « trente glorieuses » puis par sa nostalgie à l'ère néolibérale, les a piégés par sa société spectacle cachant sa brutalité militariste. Last but not least, ce capitalisme à la productivité infernale ayant permis une hausse du salaire réel sans que ce dernier augmente en termes de temps de travail socialement nécessaire a rendu possible la transcroissance de l'Holocène vers l'Anthropocène/Capitalocène.

L'American Way of Life exige une orgie d'énergie et de matériaux qui rompt les grands équilibres écologiques et qui par-là engendre la terre-étuve et la sixième grande extinction. Toutefois, le point aveugle de cette régression consommatrice, mais qui paraît progressiste, reste l'État providence de l'épanouissement fulgurant des services publics arrachés à la sphère privée de la reproduction de la force de

travail. Cette intégration massive des femmes au salariat, donnant suite à celle des guerres mondiales, a bouleversé le monde du travail organisé dont le secteur traditionnel, producteur de valeur, tarde à en prendre la pleine mesure... au prix de l'avenir de l'humanité. À la fin de la Deuxième guerre mondiale, la bourgeoisie mondialement dominante, mais affaiblie par sa collusion ouverte ou larvée avec le fascisme première manière vaincu grâce à l'apport essentiel de l'URSS, a dû concéder l'État-providence à la lutte sociale même biaisée par l'attrait de l'American Way of Life.

### **Les besoins réels contre la consommation compensatrice du stress existentiel**

Puis vient le sympathique « *production centrée sur les besoins et le bien-vivre* ». Lesquels besoins ? Ceux imposés par la propagande dite publicité de l'American Way of Life ou ceux hérités de l'État providence mais élargis à l'ensemble des besoins vitaux établis sur la base d'un débat démocratique ? Ne faut-il pas rejeter la futile pacotille imposée par l'ingénieuse propagande capitaliste. Idem pour la mode commerciale tant vestimentaire du prêt-à-porter-prêt-à-jeter et du dernier bidule électronique que, pour les classes moyennes supérieures, de la dernière cuisine ou de la dernière toilette japonaise ou de l'auto solo électrique ou de maison campagnarde souvent surdimensionnée; pour le 1%, du yacht ou de l'avion le plus flamboyant.

C'est cette consommation compensatrice du stress existentiel engendré par la compétition de toustes contre toustes qui explique que les 10% les plus riches sont responsables des deux tiers du réchauffement global depuis 1990. Même les 40% suivant, soit la majorité des peuples-travailleurs des pays du vieil impérialisme, le sont au moins pour les deux tiers restants étant donné leur mode de consommation imposée par le capitalisme yankee dit fordiste. La solution consiste à répondre aux besoins basiques de la nourriture, du vêtement et de l'abri par une consommation sobre, saine, durable et solidaire qui exclut la maximisation individuelle des calories, de la garde-robe et des mètres carrés... et des forfaits touristiques appelés voyages. Cela signifie la fin de l'auto solo, de la maison « campagnarde » et du voyage en avion, le tout allègrement financé par les banques qui prennent à la gorge le peuple-travailleur. Pourquoi d'ailleurs ce dernier devrait-il les rembourser lui qui est la source de leur richesse ?

Y aura-t-il pour autant une baisse du niveau de vie comprise comme une baisse du PIB par personne ? Sans doute et pour le mieux, pour le « buen vivir » souhaité par les peuples autochtones de l'Amérique du Sud. Sans stress compétitif, nul besoin de consommation compensatrice et accumulatrice qui ne règle rien et illusionne beaucoup. Une fois les besoins vitaux assurés, et qui le sont d'autant plus efficacement et écologiquement qu'ils le sont socialement et démocratiquement, se dégage le temps de la liberté pour la science, l'art et le plaisir des rapports sociaux riches en amitié et en amour dépouillés de toute arrière-pensée utilitaire. Ces besoins sociaux peuvent enfin s'exprimer libérés de toute volonté de contrôle et de possession jusqu'à celle de reproduire ses gènes individuels par sa descendance. Cet instinct animal de domination et de reproduction de soi y est pour beaucoup dans la domination sexiste et la répulsion hétérosexuelle des gens LGBTQ+ quoique les exemples altruistes ne sont pas rares au sein du règne animal. La solidarité, enfin, l'emportera sur l'individualisme.

### **L'écoféminisme est d'abord une société du soin et du lien rejetant la marchandise**

Au petit paragraphe, le manifeste ajoute en quatrième position le sibyllin point « *La lutte pour une société écoféministe* ». Mais encore ? On veut probablement concrètement signifier une société du soin et du lien, expression avancée par la CGT française, en particulier sa présidente. Pourquoi ne pas le dire ? La société capitaliste a comme but la production de plus-value, source du profit, extraite de la valeur des produits c'est-à-dire du temps socialement nécessaire à leur fabrication pondéré par l'intensité du capital et ajusté par l'offre et la demande. Pour réaliser cette valeur, il faut la vendre à son juste prix, trop bas c'est la ruine à terme du producteur, trop haut c'est le monopole qui ruine la concurrence. En régime capitaliste, le travail qui reproduit la force de travail créant la valeur, en d'autres mots le soin, est évidemment une incontournable nécessité. Mais ce travail de soin est non-créditeur de valeur d'où l'exigence que ce soit un travail fait gratuitement ou à rabais, c'est-à-dire surtout par les femmes, encore plus par celles racisées.

Dans une société écosocialiste, au contraire, la reproduction de la force de travail, le soin, est au centre de l'économie. Le soin en termes de catégorie économique est appelé services aux personnes. Il implique donc un lien entre personnes autre que la froide vente d'un produit bien que celui-ci puisse jouer un rôle auxiliaire strictement limité. On dit alors que ce lien est personnel car il requiert de s'intéresser à l'intimité des personnes pour mieux rendre le service bien qu'existe la

possibilité de la perversion de s'y intéresser pour mieux exploiter le « client ». On peut en effet réifier le service par exemple un cours enregistré ou plus simplement un service minuté... ou la fraude téléphonique. Un service personnel ne se stocke pas ni ne se transporte d'où son incompatibilité avec le marché qui le dénature. Il est insécable des rapports entre personnes et incompatible avec l'exploitation capitaliste.

On ne peut pas prendre adéquatement soin des gens sur une terre où le lien entre nature et humanité est en voie de destruction par la rupture métabolique car l'humanité fait partie de la nature dont dépend sa reproduction. L'agro-industrie a rompu le cycle de la reproduction de la vie par la séparation ville-campagne causant mille et une pollutions sans retour à la terre des matières premières en temps et lieu voulus. L'extraction des hydrocarbures des entrailles de la terre et le stockage de son carbone dans l'atmosphère et dans les océans rompt les grands équilibres écologiques en un temps record incompatible avec le long temps géologique.

Pour le capitalisme, l'humain n'est qu'une force de travail dont il faut minimiser le coût et extraire le maximum de travail gratuit, et la nature en soi gratuite est convertie en actif lucratif dont il faut extraire le maximum de ressources. La reproduction de l'un et l'autre ne lui est qu'une contrainte dont il cherche à se dispenser sur le dos de la société qui, à cause de sa logique au service du capital, n'arrive plus à liquider déchets et pollutions et dorénavant à protéger la chaîne biologique de la vie. La perverse récupération capitaliste du soin propre au néolibéralisme aboutit à des soins luxueux pour la minorité et déficients sinon absents pour la majorité. Le capitalisme néolibéral dévore ce que la vie a de plus intime par sa recherche éperdue d'occasions d'investissement devenues rares dans une société dorénavant axée sur le besoin en soins impropres à l'accumulation du capital. À contrario, pour l'écoféminisme axé sur le soins des gens l'imbrication humanité-nature exige d'aussi prendre soin de la nature afin de maintenir l'équilibre de l'écosystème terrestre, en pratique de le restaurer. L'écoféminisme converge ainsi avec la terre-mère autochtone.

### **L'économisme étroit du XXe siècle ne tient plus la route face à la pluricrise**

La première orientation demande « *[l]a remise en question de l'exploitation de nos ressources naturelles et de notre énergie par des multinationales étrangères, la*

*socialisation de ces ressources et l'instauration de leur contrôle démocratique. »*  
Pourquoi encore une fois ce focus sur la socialisation seulement des ressources naturelles et en plus restreintes à celles possédées par les multinationales étrangères ? On a ici l'impression non pas d'un écosocialisme du XXIe siècle, qui exigerait la socialisation sans détour d'abord de la Finance et ensuite des transnationales de l'énergie, des communications et des transports, mais du bon vieux socialisme étriqué et perversi du XXe siècle obnubilé par la transformation des ressources naturelles et le nationalisme économique.

Il faut une gauche à la hauteur de la contradiction fondamentale du XXIe siècle, soit celle entre la nature et l'humanité envenimée par la domination capitaliste du monde par suite du grand échec de la poussée anticapitaliste du XXe siècle. Cette poussée d'antan a négligé puis a tardé à intégrer les conséquences de la rupture métabolique entre la nature et l'humanité née de l'agro-industrie et approfondie par l'extraction des énergies fossiles puis de l'ensemble des matériaux jusqu'au sable qui devient rare. C'est à ce point que le dynamisme capitalisme commandé par le profit, si exploiteur soit-il, se transforme en paresseux et super-exploiteur capitalisme rentier... y compris à vouloir tout breveter même le vivant. Conditionné par le développement des forces productives de l'époque, l'éclat aveuglant de l'antagonisme capitalisme-prolétariat avait obscurci le lien capitalisme-nature dont l'antagonisme émergeait à peine sauf au sein de l'usine même et du logement sordide mais confondu avec les conditions de travail et de vie du prolétariat.

L'économisme a fini par structurer la contestation sociale au point que la croissance économique, mesurée par celle du PIB depuis un peu moins d'une centaine d'années, est devenu l'étalon-or de mesure de la performance socio-politique tous azimuts y compris par la gauche radicale. D'autant plus que les guerres mondiales, de plus en plus temporellement éloignées, paraissaient de malheureuses parenthèses. Elles étaient certes dotées de justifications socio-économiques mais paraissaient politiquement évitables comme le démontrait la gestion politique de la guerre froide où les guerres décoloniales devenaient des phénomènes limites mais sans enlever à la croissance économique sa fonction d'étalon-or du progrès social.

C'est dans ce contexte qu'a surgi la question écologique jusqu'à devenir existentielle et qu'a resurgi la lutte féministe mâtinée de celles LGBTQ+ jusqu'à questionner les différences sexuelles tant celles imposées socialement que celles physiques devenant réversibles. S'amalgament aux luttes décoloniales que les

factices indépendances néocoloniales ont exporté jusque dans les pays centraux, les luttes écologiques, surtout climatique, et féministes-LGBTQ+ ne peuvent plus être faussement considérées que comme de simples wagons de la locomotive économique. D'autant plus que leur combinaison en pluricrise se transforme en train de la mort générant des guerres (à tendance) génocidaires risquant de se transformer en suicidaire guerre mondiale.

### **L'alliance soin des gens et de la terre-mère devient centrale pour vaincre le capital**

Ce retour du politique au poste de commande n'est pas un retour au point de départ du temps de la grande crise de l'hégémonie britannique qui a duré de 1914 à 1945 avant d'être résolue par l'hégémonie étatsunienne des « trente glorieuses » sur fond de guerre froide. Cette résolution de la crise de l'impérialisme s'est faite à l'encontre des révolutions bureaucratées russe puis chinoise devenant contre-exemplaires si ce n'est répulsives, puis réintégrées dans la sphère capitaliste. Cette résolution s'est cependant accomplie, comme on l'a vu, aux dépens de la nature (tout en transformant l'exploitation coloniale en celle néocoloniale) au point de déséquilibrer catastrophiquement les grands équilibres écologiques. La prise de conscience de l'éminence de cette catastrophe devenue aigue au XXI<sup>e</sup> siècle a rendu évidente et limpide la carence des soins pour la terre-mère... et l'incapacité capitaliste à la résoudre.

Cette carence existentielle — on ne le réalise pas assez — a par ricochet mis en évidence celle du soin des gens comme nécessité incontournable reproduisant la force de travail, ce qui devrait être l'épine dorsale d'une civilisation humaniste. Le parallèle en est d'autant plus évident que la prise de conscience de la catastrophe climatique s'est faite en même temps que la remontée de la lutte féministe du temps de la nouvelle gauche, tout en tenant compte de son passage à vide au début de l'ère néolibérale. Cette coïncidence n'est sans doute pas un hasard. L'austérité néolibérale devenant permanente du fait de la multipolarité impérialiste sur fond de pluricrise démultiplie cette carence de soins et de la terre-mère et des gens. Comme on l'a constaté plus haut, le soin des gens ne fait sens que s'il lie l'humanité à la terre-mère. Le soin des gens, soit la reproduction de la force de travail, n'est pas seulement l'autre face du travail producteur de valeur mais aussi l'autre face du soin de la terre-mère. L'écoféministe soin des gens est à la jonction des antagonismes capitalisme-prolétariat et capitalisme-nature.

La lutte des classes, mieux nommée lutte sociale me semble-t-il, doit pleinement intégrer ces dimensions écologique et féministe pour garder une perspective révolutionnaire. Si la classique lutte des classes du XXe siècle a tôt tenu compte de la lutte des peuples contre l'impérialisme, elle a tardé à faire sienne la lutte des femmes puis celle écologiste. La lutte contre l'exploitation doit s'intégrer à égalité et dans toute sa complexité à celle contre l'oppression dont celle des femmes est centrale, en particulier sa dimension écoféministe en ces temps d'existentielle crise écologique. La prise en compte stratégique, pour la lutte sociale, de la division sexuelle de l'humanité ne peut faire autrement que de faire surgir au grand jour la multiplicité LGBTQ+ cachée depuis si longtemps. On réalise à quel point la lutte des classes du XIXe et XXe siècle, en l'occultant par son ouvriérisme mâle, n'a pas fait le plein de toute l'énergie nécessaire pour vaincre définitivement le capitalisme. La réaction bureaucratique qui a enseveli les révolutions socialistes du XXe siècle aurait-elle pu vaincre si les femmes, organisées en toute autonomie, et tutti quanti entraînant la masse ouvrière s'étaient insurgées contre elle ?

### **Une indépendance faisant fi du Canada pétro-gazier et du « Quebec bashing »**

Puis vient la troisième orientation concernant l'indépendance. On y va de mots ronflants pour épater la galerie — « *république sociale* », « *État colonial et capitaliste* » — sans même que les fondements économique et politique, mais surtout écologique, de la nécessité de rompre l'État canadien ne soit abordé. Pourquoi faut-il l'indépendance pour vaincre le Canada colonial et impérialiste et non pas sans détour bâtir l'unité révolutionnaire de ses peuples-travailleurs ? Le Canada est une moyenne puissance impérialiste assise sur l'exploitation des ressources naturelles, surtout pétro-gazières, qui s'est historiquement construit par la conquête coloniale des peuples autochtones puis de celle des peuples acadien et québécois. Pour se libérer du joug de l'axe Ottawa-Toronto-Calgary, ces nations aspirent à l'autonomie et, dans le cas du Québec qui en a les capacités démographique, économique et territoriale, à l'indépendance ce qui explique l'intensité du « Quebec bashing » au point de la négation constitutionnelle de la réalité de la nation québécoise. Quant à la Constituante étonnamment mise en exergue en lieu et place de l'indépendance, ce n'est qu'un moyen tout à fait critiquable comme tactique centrale pour la lutte indépendantiste.

La lutte indépendantiste du XXe siècle reposait sur l'acquis démographique de la « *revanche des berceaux* » qui avait évité l'ennoïement du peuple québécois dans

l'immigration massive ayant permis la construction de la nation dominante démarquée par l'usage de l'anglais. Il n'en est pas de même au XXI<sup>e</sup> siècle où la croissance démographique du Québec, désormais essentiellement due à l'immigration internationale, dénoncée par les nationalistes, est systématiquement en-dessous de celle du restant du Canada. Le peuple québécois lutte désormais pour sa survie non-folkloriste d'autant plus que sa jeunesse est happée par la commodité affairiste et l'attrait culturel de l'anglais.

Pour survivre sans tomber dans le cul-de-sac identitaire caquiste-péquistes, il n'y a que la démarcation pour un projet de société écosocialiste du soin et du lien. Cette société entraînera les autres dont le Canada anglais enlisé dans le pétrole et le gaz. Est-ce ce qui explique la toute récente remontée indépendantiste chez la jeunesse québécoise en réaction à la nouvelle alliance pétro-gazière Libéral-Conservateur ? Cette alliance réactionnaire présidée par un grand banquier à réputation internationale se démarque par d'anti-autochtones grands projets pro-GES et par une poussée militariste et répressive anti-migration. Son prétendu nationalisme canadien masque sa soumission à l'impérialisme néofascisant des ÉU.

### **La crise démographique ne sera pas annulée par la hausse de la productivité**

La question démographique, loin de seulement tarauder l'indépendantisme québécois, interroge le capitalisme mondial. La tendance actuelle annonce une décroissance de la population mondiale avant la fin du siècle. Déjà plusieurs pays connaissent une diminution de leur force de travail. N'eut été de l'immigration temporaire, qu'il faudrait pérennisée, le Québec en ferait partie ou presque. La plongée dans la terre-étuve accélérera cette tendance tellement elle élimine tout futur envisageable hormis la nostalgie d'un passé idéalisé. L'inhérente accumulation du capital y perdra une de ses sources, ce que l'Histoire n'a jamais connu sauf en temps de crise profonde comme celle de la peste du XIV<sup>e</sup> siècle. Ne restera plus pour nourrir l'implacable ogre croissanciste qu'impose la compétition des capitaux privés et de leurs États que la hausse de la productivité. À défaut, ce sera celle du taux d'exploitation de la force de travail... en décroissance.

La hausse de la productivité repose cependant sur celle de la composition organique du capital (en raccourci le ratio capital/travail) qui tend par ailleurs à diminuer le taux de profit en répartissant le profit sur une base plus large. Pour éviter une augmentation du taux d'exploitation afin de maintenir le taux de profit, il

n'y aurait qu'une hausse sans précédent du taux de productivité sans hausse parallèle de la composition organique du capital. C'est ce que l'économie officielle nomme « productivité totale des facteurs » que l'on attribue à l'innovation technologique et à une meilleure organisation de la matrice économique. Cette performance serait tout à fait contraire à la tendance actuelle du capitalisme qui connaît [une stagnation de la productivité](#), particulièrement au Canada.

Cette tendance à la baisse s'explique conjoncturellement par la stagnation salariale qui n'incite pas aux investissements productifs et structurellement par la part grandissante dans le PIB des services aux personnes dont les caractéristiques anti-marché, comme on l'a vu, ne se prêtent pas à la hausse de la productivité. Ajoutons-y les conséquences du réchauffement climatique qui commencent à perturber la productivité agricole et celle des travaux extérieurs dont la construction. C'est là le non-dit capitaliste qui justifie, par la catastrophe climatique qui s'amplifie, les gargantuesques et apprentis-sorciers projets de géo-ingénierie jusqu'à obstruer le rayonnement solaire et à modifier la composition chimique des océans. Mais ces projets ne contribuant en rien à la reproduction de la force de travail, sauf à la limite en creux, ils condamnent l'humanité à une austérité sans cesse s'approfondissant... ce qui nécessite une hausse de la répression à l'avenant. Entre en scène le néofascisme.

### **L'intelligence artificielle, n'est au mieux qu'une synthèse biaisée du déjà connu**

Ce n'est pas cependant ce qu'anticipe l'oligarchie multimilliardaire et certains idéologues capitalistes, comme [ceux de The Economist](#), qui misent tout sur le miracle anticipé de l'intelligence artificielle (IA), à presque en délirer. Au point où non seulement la production, y compris les services robotisés, mais aussi la recherche-développement, à la source de la hausse de la productivité, deviendrait elle aussi automatisée. On arriverait à l'ère des robots pensants et conscients d'eux-mêmes... ce qui a un aspect effrayant quand on réalise que les GAFAM adossés au capital financier en sont les maîtres d'œuvre. Dire que cette lubie justifie les records boursiers étatsuniens dans un monde en chamaille. Ce fantasme d'une bourgeoisie cherchant désespérément à se rassurer rappelle celui de l'énergie nucléaire « trop bon marché pour être mesurée » des années 1950.

Il est troublant de réaliser que l'année dernière les GAFAM ont investi autant que le reste des autres entreprises étatsuniennes cotées à la bourse. Désormais les

GAFAM investissent autant et même plus dans le matériel brut que les autres entreprises. « *Le problème est que les miracles économiques découlent généralement de la découverte, et non de la répétition de tâches à plus grande vitesse. Jusqu'à présent, l'IA stimule principalement l'efficacité plutôt que la créativité* » ([Michael Roberts](#)). L'IA n'est ni intelligente ni artificielle. Elle synthétise les connaissances déjà acquises par l'être humain par des méthodes statistiques au lieu que l'ordinateur soit directement programmé pour accomplir une tâche précise. C'est assurément une importante avancée scientifique qui a le potentiel de libérer l'humain de maintes tâches cléricales. Mais les automatismes de l'IA n'ont rien de créatifs... sauf quand elle hallucine.

On sait avec certitude que l'IA est la championne toutes catégories de la consommation d'énergie sans compter qu'elle véhicule sans vergogne tous les préjugés circulant sur l'Internet. Elle « hallucine » dit-on. On réalise l'ineptie de ce paradis de la singularité capitaliste ultra-rentable sans besoin de force de travail sauf à la marge... quand on se souvient que la source de la plus-value réside dans la particularité de cette marchandise qu'est la force de travail qui a seule la capacité de produire au-delà de la valeur des marchandises nécessaires à sa reproduction, et encore plus au prorata du travail gratuit des femmes qui y contribue. Dans ce cas fictif halluciné, le néofascisme serait nécessaire pour écraser le peuple-travailleur à peu près complètement exclu de la production sociale.

### **Lutte antiraciste et lutte pour une société du soin afin de bloquer le néofascisme**

Le néofascisme du XXI<sup>e</sup> siècle n'est pas autre chose que la seule réponse capitaliste plausible à la pluricrise engendrée par la grande crise écologique qui ira en la dominant. La pluricrise ne saurait être résolue par le capitalisme néolibéral paré d'une démocratie parlementaire dont la réalité se transforme en apparence tellement les pouvoirs exécutifs et judiciaires emmaillottés par la Finance ploutocratique écrasent celui législatif. Cette apparence n'en synthétise pas moins les acquis des luttes démocratiques des siècles passés. Tant qu'elle garde ouverte des espaces facilitant les luttes sociales elle est à défendre bec et ongles. Mais gare à sa transformation en démocratie illibérale qui fait muer les processus démocratiques en pièges dictatoriaux exigeant la plus grande lucidité pour ne pas s'y faire prendre.

La crise économique de 2008 que la pandémie a fait rebondir, et qui se prolonge en Grande récession, a inauguré cette pluricrise civilisationnelle qui définit le défi de la lutte sociale du XXI<sup>e</sup> siècle. Si les taux de chômage des pays du vieil impérialisme paraissent contredire ce diagnostic ce n'est que parce que la masse chômeuse, dont le noyau est la jeunesse instruite des pays dépendants, cogne aux portes sans qu'on la laisse entrer alors que le vieillissement des populations des pays du vieil impérialisme les requiert. Cette montée des grandes masses de gens destitués des pays dépendants ne connaît que deux possibles réponses contradictoires de la part des pays du vieil impérialisme.

La première, en ce moment dominante et de loin, est leur rejet par le blocage des frontières tout en laissant entrer clandestinement ou temporairement un nombre suffisant pour mieux les exploiter, souvent jusqu'au semi-esclavage, afin d'assurer des produits et des services essentiels. En font partie les soins à bon compte des personnes malades et âgées qui bien souvent ne leur témoignent qu'une attitude raciste syndicalement tolérée. Le racisme le plus pernicieux est cependant celui dit rouge et brun : se déclarer pour les services publics mais seulement pour la population de souche. Cette position prend souvent un tour ratoureux de limitation de l'immigration sous prétexte de ne pas pouvoir accueillir toute la misère du monde. La deuxième réponse est internationaliste. On y revient plus bas.

Il est impérieux de contrer l'ascension du néofascisme se gorgeant de toute la panoplie de types de racisme anti-immigrant avec l'islamophobie comme fer de lance tout en instrumentalisant l'antisémitisme pourtant bien réel. Pour ce faire, la lutte anti-raciste est en creux indispensable mais ne suffit pas. Pour ressusciter l'espérance il faut opposer à la perspective d'un chaos haineux et destructeur un concret projet de société du soin et du lien adossé à la généralisation des services publics, Finance comprise, sous contrôle d'une citoyenneté inclusive. La lutte sociale doit s'appuyer sur le legs de l'État providence du XX<sup>e</sup> siècle mais tout en rejetant la tare de la société spectacle et de consommation de masse. Par rapport aux acquis de la lutte de classe du XX<sup>e</sup> siècle, il faut en prendre et en laisser. Il faut recommencer par le milieu.

### **La justice sociale est inhérente à la justice climatique et lui est centrale**

Puis vient la brève cinquième orientation sur le développement des services publics sous contrôle citoyen. C'est peu pour exprimer toute la dimension de la justice

sociale que le mouvement écologique associe systématiquement à la justice climatique. Cette association n'a rien d'accidentelle ni même n'est que nécessaire juxtaposition par opportunisme politique. La rupture écosocialiste signifie le bouleversement de l'ensemble de l'infrastructure économique et la révolution des rapports sociaux aboutissant à un maximum de démocratie directe et participative. Cette rupture anticapitaliste est strictement impossible sans le soulèvement de la terre et du fleuve pour reprendre l'appellation des fédérations écologiques radicales de la France et du Québec. Les services publics étendus à l'ensemble des produits et services essentiels, dont l'alimentation qui ira en se renchérissant, et sous contrôle citoyen sont le cœur battant de la société du soin et du lien. Nul besoin d'insister sur la force de la réaction capitaliste jusqu'au néofascisme pour contrer l'émergence de cette société.

Les services existants de la santé, de l'éducation et des services sociaux retrouveront tant leur gratuité que la complète couverture des besoins. S'y additionneront aux mêmes conditions les garderies pour tous les enfants, le transport en commun mur-à-mur, l'électricité de base, les jardins maraîchers populaires et l'accès aux espaces verts y compris aux lacs et rivières. À bon marché et subventionnés s'ajouteront le logement social écoénergétique pour toutes et non seulement pour les pauvres, les communications et l'alimentation de base dé-carnée et saine. Le contrôle populaire de l'épargne nationale, y compris une fiscalité à l'avenant, rend possible et réaliste un tel programme.

L'écosocialisme peut certainement revendiquer beaucoup mieux que le programme social-démocrate du candidat de la gauche du parti Démocrate à la mairie de New York qui a gagné les primaires de ce parti : salaire minimum de 30 dollars [US] de l'heure d'ici à 2030, des épiceries municipales » pour contrer les déserts alimentaires, des garderies gratuites pour les enfants de six semaines et plus, du transport en commun gratuit, le gel des loyers régulés, une hausse de taxe pour les millionnaires et les entreprises. Il lui faudra cependant un soulèvement de la terre et de l'Hudson pour imposer son programme pas seulement contre les trumpistes prêts à tous les moyens répressifs mais aussi contre les Démocrates mainstream prêts à l'étouffer financièrement. Si le candidat et son équipe ont le courage de ne pas tomber dans la compromission, il leur faudra en cas de blocage non surmontable même par une forte mobilisation clairement démontrer la responsabilité du pouvoir en place et comment ce blocage aurait pu être surmonté.

## **Les gens migrants viendront en masse pour bâtir la nouvelle société écosocialiste**

Comme toute énumération de gauche, les deux dernières orientations du manifeste concernent l'internationalisme. La migration engendrée par la pluricrise civilisationnelle, et qui sert de point d'appui à l'extrême-droite, n'en est qu'à ses débuts. Elle prendra une tournure exponentielle au fur et à mesure que les damné-s de la terre fuiront un Sud géographique et géostratégique rendu invivable par des canicules, des moussons et des sécheresses meurtrières envenimées par des répressions et des guerres sans fin. Pour expliquer ce drame se déployant sous nos yeux, il ne s'agit pas de faire le procès unilatéral des régimes politiques des pays dépendants et encore moins d'aligner de racistes explications ethniques.

Les causes fondamentales de leur échec — à nuancer pour ces pays ayant connu une révolution anticapitaliste — sont du ressort de l'impérialisme, en premier lieu sa lourde responsabilité pour la catastrophe climatique. Ces catastrophes en progressions exponentielles en rajoutent au traditionnel pillage des ressources naturelles et à la surexploitation de la force de travail au point de la rémunérer en-dessous de son coût de reproduction. Cet héritage de l'esclavagisme d'antan qui remplaçait sa main-d'œuvre par le trafic des esclaves trouve son pendant moderne par la réalimentation des entreprises par la paysannerie privée de son lopin de terre arraché par les latifundiaires. L'analyse de classe primant sur celle géostratégique permet de ne pas s'y tromper.

Il ne suffit pas de clamer « *la liberté de circulation et d'installation* » comme le fait le manifeste mais d'en souligner les conditions de réalisation. La première est le plein emploi écologique grâce au partage du travail socialement nécessaire auquel les personnes migrantes seront intégrées par une politique d'accueil en ce sens comprenant l'apprentissage du français, la mise à niveau des compétences sans exagération corporatiste et une création de logements supplémentaires et de bonification des services publics. On peut être assuré que ces personnes migrantes participeront à ces travaux tout comme elles l'ont fait comme « travailleuses et travailleurs essentiels » durant la pandémie. C'est là la meilleure réponse à l'écœurant racisme systémique qui mérite certainement un débat public du genre de la « *Commission de la vérité et de la réconciliation* » anti-apartheid de l'Afrique du Sud.

## **Une politique internationale solidaire anti GES en rupture campiste et pacifiste**

Quant à « *la construction d'un réseau de solidarité altermondialiste visant l'émancipation des peuples* » du manifeste, ce vœu pieux n'aide en rien à déterminer une politique internationale écosocialiste. Un Québec écosocialiste qui sent lui souffler dans le cou la superpuissance étatsunienne en voie de néo-fascisation doit se poser la question de sa défense tout comme se doter des moyens, si nécessaire, de soutenir les peuples en lutte comme l'Ukraine. Seul une force militaire défensive mobilisant l'ensemble de la population dans des milices adossées aux lieux de travail, d'études et aux quartiers serait en mesure de résister à une invasion yankee. Il faudrait aussi un corps professionnel volontaire, bien encadré politiquement, et un budget d'armement à la hauteur pour instruire et encadrer ces milices. La préparation à une résistance non armée en cas d'occupation n'est pas à exclure.

Bien sûr, sa politique diplomatique doit reposer sur la lutte pour les droits nationaux, pour la démocratie et surtout pour une politique internationale climatique anti GES et pour la biodiversité. Cette politique ne doit pas craindre de soutenir monétairement et technologiquement tout comme envoyer des volontaires pour la réalisation de ces politiques dans les pays du Sud. Ce n'est pas là charité mais compensation pour le pillage écologique impérialiste auquel ont participé les entreprises du Québec. Sans compter que le Québec écosocialiste se doit d'annuler la dette des pays dépendants et celle de l'Ukraine comme minimum réparateur des dégâts impérialistes.

Chose certaine, une politique internationaliste conséquente se doit de rompre avec ses exécrables tares campiste et pacifiste de la gauche encore lestée par le stalinisme et la social-démocratie. Si l'impérialisme étatsunien reste hégémonique, il ne régent plus le monde devenu « multipolaire ». Quant à la Russie et à la Chine, leurs révolutions réussies mais vite bureaucratées, puis renversées par des contre-révolutions nationalistes, leur ont ouvert la porte des hauteurs impérialistes. Cette contre-révolution s'est adossée à leur puissance soit militaire soit économique reposant sur une importante base démographique même si son revenu médian reste quasi tiers-mondiste.

Au Québec, cependant, c'est le pacifisme qui gangrène la gauche au point de limiter l'ardeur solidaire envers l'Ukraine à l'humanitaire tout en restant aveugle au nécessaire soutien en armes contrairement à la situation palestinienne. La raison

en est peut-être le rôle « good cop » du Canada par rapport aux États-Unis « bad cop » du temps de la guerre froide, aujourd'hui révolu, entre autres la participation de l'armée canadienne à de nombreuses missions de l'ONU. Le pacifisme mène au rejet de l'analyse concrète du cas concret en faveur du renvoi dos-à-dos des protagonistes peu importe qu'ils soient oppresseurs et opprimés le cas échéant. Le truc favori des pacifistes est de chercher noise au camp opprimé en tablant sur ses inévitables erreurs et déficiences, ou tout simplement sur son recours à la lutte armée, afin de l'égaliser au camp oppresseur.

### **Le test de vérité de la guerre génocidaire que faillit le manifeste du parti de la rue**

La première et immédiate tâche internationaliste de toute personne écosocialiste demeure la lutte tenace contre les guerres génocidaires faites à la vue de toustes et soutenues par nos gouvernements à quelques déclarations près non suivies d'actions à l'avenant ou seulement de faire-semblant. Comment pourrait-on mener une lutte conséquente pour une société du soin et du lien basée sur la décroissance matérielle tout en se taisant à propos du génocide sioniste, et écocide faut-il le préciser, à l'encontre du peuple palestinien et même à propos des guerres civiles soudanaise et birmane à tendance génocidaire sans compter celle de l'Ukraine ? Pourtant le manifeste du « parti de la rue » tait guerres et génocides. Un tel manifeste prétendument anticapitaliste et écosocialiste qui ne dépasse pas l'horizon du capitalisme vert en plus de garder un silence complice sur les génocides en cours ne mérite que le rejet.

Il faut au « parti de la rue » non pas un manifeste mais un bref programme de combat pour un Québec solidaire anticapitaliste vers une société du soin et du lien basé sur la décroissance matérielle. Comme contribution au débat, qui j'espère aura lieu, on trouvera une proposition sur [mon blogue](#) sous le titre « *Un programme de combat, et non de gouvernement, pour un Québec solidaire anticapitaliste vers une société du soin et du lien* ». Cette proposition fait suite aux deux premières versions publiées par Presse-toi-à-gauche et ESSF.

**Marc Bonhomme, 3 août 2025**

[www.marcbonhomme.com](http://www.marcbonhomme.com) ; [bonmarc@videotron.ca](mailto:bonmarc@videotron.ca)